

Publications périodiques

Comptes annuels

ORANGE BANK

Société anonyme au capital de 405 575 712 €
Siège social : 67, rue Robespierre, 93100 Montreuil
572 043 800 R.C.S. Bobigny

Documents comptables annuels sociaux au 31 décembre 2017
approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 17 mai 2018

I. – Bilan

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016	Variations
Caisse, banque centrale	395 432	13 743	381 689
Effets publics et valeurs assimilées	671 336	716 041	-44 705
Créances sur les établissements de crédit	1 022 057	948 711	73 346
Opérations avec la clientèle	2 199 010	2 163 550	35 460
Obligations et autres titres à revenu fixe	813 870	862 048	-48 178
Actions et autres titres à revenu variable	17	17	-
Participations et autres titres détenus à long terme	290	290	-
Immobilisations incorporelles	70 536	16 005	54 531
Immobilisations corporelles	2 744	1 155	1 589
Capital souscrit non versé	-	-	-
Actions propres	-	-	-
Autres actifs	161 889	110 976	50 913
Comptes de régularisation	26 979	27 360	-381
Total actif	5 364 160	4 859 896	504 264

Passif	31/12/2017	31/12/2016	Variations
Dettes envers les établissements de crédit	970 617	467 415	503 202
Opérations avec la clientèle	3 490 301	3 786 135	-295 834
Dettes représentées par un titre	267 321	131 650	135 671
Autres passifs	131 925	16 224	115 701
Comptes de régularisation	119 657	99 453	20 204
Provisions	16 259	14 690	1 569
Dettes subordonnées	27 785	27 785	-
Capitaux propres	416 293	337 717	78 576
Capital souscrit	320 576	220 826	99 750
Primes d'émission	104 808	104 808	-
Réserves	12 083	12 083	-
Report à nouveau	-21 174	-	-21 174
Résultat de l'exercice	-75 998	-21 174	-54 824
Total passif	5 364 160	4 859 896	504 264

Hors bilan	31/12/ 2017	31/12/2016	Variations
Engagements donnés			
Engagements de financement	464 969	561 501	-96 532
Engagements de garanties	16 972	21 204	-4 232
Engagements sur titres	-	-	-
Autres engagements	838 063	1 364 654	-526 591
Total engagements donnés	1 320 004	1 947 359	-627 355
Engagements reçus			
Engagements de financement	-	-	-
Engagements de garantie	777 863	744 144	33 719
Engagements sur titres	-	-	-

Total engagements reçus	777 863	744 144	33 719
Autres engagements			
Engagements douteux	206	206	-
Total des autres engagements	206	206	-

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros ; + = produit / - = charge)

Compte de résultat	31/12/2017	31/12/2016	Variations
Intérêts et produits assimilés	70 496	90 962	-20 466
Intérêts et charges assimilées	-33 223	-49 828	16 605
Revenus des titres à revenu variable	-	25 262	-25 262
Commissions (produits)	61 021	61 025	-4
Commissions (charges)	-14 662	-8 968	-5 694
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-1 816	-2 181	365
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-2 449	-1 268	-1 181
Autres produits d'exploitation bancaire	777	2 197	-1 420
Autres charges d'exploitation bancaire	-16 467	-16 538	71
Produit net bancaire	63 677	100 663	-36 986
Charges générales d'exploitation	-132 977	-95 957	-37 020
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-4 455	-1 096	-3 359
Résultat brut d'exploitation	-73 755	3 610	-77 365
Coût du risque	-6 082	-10 394	4 312
Résultat d'exploitation	-79 837	-6 785	-73 052
Gains et pertes sur actifs immobilisés	-	-14 674	14 674
Résultat courant avant impôt	-79 837	-21 459	-58 378
Résultat exceptionnel	-	-	-
Impôt sur les sociétés	3 839	285	3 554
Dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-	-
Résultat net	-75 998	-21 174	-54 824

III. – Annexes

Note n°1. – Les comptes annuels – Annexes aux comptes sociaux

Les annexes aux comptes annuels de l'exercice 2017 d'Orange Bank ont été rédigées avec le souci de compléter et de commenter l'information donnée par le bilan d'un total de 5 364 160 013,95 €, et par le compte de résultat qui dégage une perte nette de 75 997 715,21 €.

Les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2017 sont présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes d'Orange Bank sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis par la Compagnie Financière d'Orange Bank.

Faits marquants

En 2016, le Groupe Orange est entré dans le capital d'Orange Bank via la Compagnie Financière d'Orange Bank (la CFOB). Cette dernière détient 100 % du capital d'Orange Bank moins une action et elle est détenue respectivement par le Groupe Orange et le Groupe Groupama à hauteur de 65 % et 35 %.

Le 14 mars 2017, il a été procédé à une augmentation de capital de 76 750 000 € souscrite intégralement par la Compagnie Financière d'Orange Bank.

Le 13 décembre 2017, il a été procédé à une seconde augmentation de capital de 23 000 000 €, toujours intégralement souscrite par la Compagnie Financière d'Orange Bank.

Après ces deux augmentations de capital, le capital est porté à 320 575 712 €, intégralement détenu par la Compagnie Financière d'Orange Bank.

L'année 2017 a été consacrée à la mise en œuvre de la nouvelle offre digitale. Celle-ci a été lancée en novembre 2017 pour la clientèle Orange et le public.

Les coûts liés au développement de cette nouvelle offre sont comptabilisés selon les règles suivantes :

- les coûts d'achats des logiciels ainsi que tous les coûts de paramétrage sont immobilisés au fil de la réalisation des prestations d'installation et de développement / paramétrage. Ils sont amortis à la date de mise en œuvre opérationnelle des ensembles homogènes. Tous les coûts périphériques directement liés aux développements de cette nouvelle offre font l'objet aussi d'une immobilisation (définition des architectures, pilotage de proximité, ...).
- les coûts d'étude préalable, de formation, de débours, de mise à niveau du corpus documentaire sont comptabilisés en charges.

Les logiciels dont les licences sont payables annuellement en fonction du nombre de connexions, de clients gérés, etc., sont comptabilisés en charges étalées sur la période de référence de facturation et d'utilisation (généralement annuelle).

Les coûts du personnel interne à l'établissement, qui contribuent au développement de la nouvelle offre, ne donnent pas lieu à activation et sont maintenus en charges de personnel.

Des surfaces complémentaires ont été louées pour accueillir une partie des équipes projet. Cette location a pris fin en janvier 2018. Les loyers ont été comptabilisés en charges au fil de la location.

Événements postérieurs à la clôture

La Compagnie Financière d'Orange Bank a souscrit en février 2018 à une augmentation de capital d'Orange Bank d'un montant de 85 millions d'euros.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice 2017 sont arrêtés en application des principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, à savoir :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes comptables ;
- l'indépendance des exercices ;
- dans le respect du principe de prudence.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

Les opérations sont comptabilisées selon les intentions de gestion :

- les prêts accordés sont comptabilisés au coût historique. Les commissions et les coûts marginaux de transaction perçus ou payés à l'octroi des crédits sont comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci au prorata temporis. En cas de risque de non remboursement, les prêts font l'objet de dépréciation sous forme de provision.
- les titres acquis sont classés selon trois intentions de gestion :
 - portefeuille de transaction : intention de revendre rapidement avec une évaluation en mark to market ;
 - portefeuille d'investissement : intention de garder les titres jusqu'au remboursement, cette catégorie ne concerne que des titres à revenu fixe. Les titres achetés sont comptabilisés au coût historique, les produits étant comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci au prorata temporis. En cas de risque de non remboursement les titres font l'objet de dépréciation sous forme de provision ;
 - portefeuille de placement : accueille tous les titres qui ne répondent pas aux deux intentions de gestion précédentes. Les produits sont rapportés au compte de résultat prorata temporis. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, par contre les moins-values font l'objet de dépréciations.

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les créances et dettes répondant aux conditions suivantes (même contrepartie, exigibilité et devise identiques, existence d'une lettre de fusion de comptes) ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements, des dépréciations pour créances douteuses ou des provisions sont dotées dans les résultats.

Conformément aux textes en vigueur, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière immobilière) sont automatiquement classés en encours douteux. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non perception par Orange Bank de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux. C'est le cas s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers), ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses. Les découverts sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Un crédit est dit restructuré si la Banque octroie à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, une facilité qu'il n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances : allongement de la durée du crédit, rachat de crédit, effacement d'une partie de la dette, suspension d'échéances. La restructuration consiste notamment à réintégrer dans le capital les impayés constatés. Donnant lieu à un nouvel échéancier qui a pour conséquence d'augmenter la durée du contrat tout en baissant la mensualité, le débiteur doit alors signer un avenant pour contractualiser son consentement quant aux nouvelles conditions contractuelles.

Les encours de crédit, ayant fait l'objet d'un classement en encours douteux depuis moins d'un an, doivent être isolés dans une catégorie comptable spécifique, les encours douteux compromis.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Cette identification intervient au plus tard à la échéance du terme. Un encours douteux est présumé compromis un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées. Le classement en encours douteux compromis entraîne par contagion le classement dans cette catégorie des autres encours relatifs à la contrepartie concernée.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, ou pour risques s'agissant des engagements hors bilan, à hauteur des pertes probables. Pour les crédits à la consommation et les découverts aux particuliers, le calcul est basé sur l'historique des pertes constatées sur les dossiers clôturés et en prenant en compte l'effet actualisation des flux recouvrables. Les crédits d'autres natures (crédits immobiliers, crédits aux entreprises et professionnels...) font l'objet de dépréciations déterminées sur base individuelle en tenant compte notamment de l'estimation de la valeur des garanties détenues.

Qu'elles soient déterminées selon des modèles statistiques ou sur base individuelle, les provisions sont estimées en référence aux flux recouvrables actualisés. La méthode utilisée consiste à répartir sur les cinq dernières années des concours accordés, afin de déterminer le flux recouvrable à actualiser. Les mises en place pour chaque ligne de produits sont déduites des encaissements constatés ainsi que les pertes pour irrécouvrabilités réelles ou estimées. Le flux recouvrable ainsi déterminé est actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine. Le stock des flux recouvrables antérieur aux cinq dernières années est réputé exigible immédiatement.

Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. Les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les encours de créances restructurées, reclassés dans la catégorie des crédits sains, ne font plus l'objet de provisions, conformément à ce que prévoit la réglementation dès lors que les termes de la restructuration sont respectés.

Une dépréciation peut-être constituée afin de couvrir le risque de recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration.

De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique « Coût du risque ».

Orange Bank dote, depuis 2011, une provision collective sur les encours sains « dégradés ». Il s'agit des encours qui ont connu des impayés, des dépassements ou qui ont fait l'objet d'une restructuration, et qui ne sont pas déclassés en encours douteux. Cette provision concerne l'ensemble des portefeuilles à l'exception des crédits immobiliers cautionnés et des encours de la gestion privée. Les taux de provisions appliqués à ces encours correspondent, soit à une observation du taux de pertes, ou à défaut à un taux forfaitaire, et sont mis à jour deux fois par an.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Le stock de provisions au passif s'élève à 4,7 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Portefeuille titres

Les titres sont classifiés en fonction de :

- leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et titres de l'activité de portefeuille, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation spécifiques qui sont les suivantes :

Titres de transaction

Ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente dans un délai inférieur à un an. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, sous la rubrique : « Gains sur opérations de portefeuille de négociation ».

Titres de placement

Ce sont les titres qui sont acquis dans une intention ni de transaction, ni d'investissement.

Quand ceux-ci sont disponibles, ils sont valorisés sur la base de cours de bourse, ou de notations externes, sinon des modèles internes communément admis sont utilisés. La différence entre la valeur comptable – corrigée des amortissements des surcotes et décotes – et le prix de marché des titres, fait l'objet d'un provisionnement par titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres à revenu fixe que la Banque a l'intention et les moyens de détenir de façon durable jusqu'à l'échéance.

Conformément aux règles comptables, seuls les intérêts courus et échus sont comptabilisés en compte de résultat.

Les dotations et reprises de provisions pour risque de contrepartie de titres d'investissement sont enregistrées sous la rubrique : « Gains et pertes sur actifs immobilisés ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. À la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « Gains sur opérations du portefeuille de placement ».

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement et d'investissement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique : « Produits d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe du compte de résultats ».

Titres de participation, de filiale et autres titres immobilisés

Il s'agit :

- d'une part, des titres représentant au moins 10 % du capital d'une entreprise et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- d'autre part, des titres détenus sur une longue période dans la seule intention d'en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les titres de participation sont évalués en fonction de leur valeur d'usage par référence à différents critères tels que l'actif net, le cours de bourse, la capitalisation de résultats. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées sous la rubrique : « Gains et pertes sur actifs immobilisés ».

En cas de capitaux propres négatifs, un complément de provision est comptabilisé en provision pour risques et charges.

Test de dépréciation des titres de participation

Les sociétés contrôlées font l'objet d'une campagne annuelle de valorisation dans le trimestre précédent l'arrêté des comptes annuels.

Les sociétés ayant un historique de distribution de dividendes avec un maintien ou une progression de leurs capitaux propres sont réputées sans besoin de provisionnement. Ce principe peut être remis en cause par la connaissance d'événements défavorables ou représentatifs de risques.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée d'usage estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive :

Agencements	5 ans à 9 ans selon la localisation
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de bureau, véhicules	4 ans
Logiciels acquis ou développés	12 mois à 5 ans

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser, attachés à ces titres, sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts sous la rubrique : « Emprunts obligataires et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Composition du capital social

Le capital social d'Orange Bank est de 320 575 712 €, composé de 20 035 982 actions de 16 € de valeur nominale qui se répartissent comme suit :

CFOB	20 035 981 actions soit 99,999 %
Orange Participations	1 action

Provisions pour risques et charges

En application du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise (litiges, ...).

Les provisions comprennent :

- les provisions concernant des engagements par signature, et pour risques divers et litiges ;
- les provisions collectives au titre du risque de crédit et les provisions relatives aux engagements de la banque en matière de rentes viagères ;
- les provisions pour risque épargne-logement.

La Banque n'a pas de risque sur les pays émergents.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 (relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne logement), les comptes et plans d'épargne logement comportent différentes composantes qui génèrent des droits et des engagements pour leurs titulaires, et symétriquement, pour les établissements de crédit. Pour les établissements de crédit, ces engagements génèrent des conséquences de deux natures qu'il convient de provisionner :

1. Rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.
2. Prêter au client à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat.

L'impact sur le compte de résultat n'est pas significatif.

Litiges

Orange Bank fait l'objet de deux contentieux historiques où les demandeurs réclament au total environ 480 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Orange Bank considérant ces réclamations non fondées et les contestant fermement, le Groupe n'a comptabilisé aucun passif, à l'exception d'une provision couvrant les frais de défense de la Banque.

Opérations en devises

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, les positions de change au comptant et les opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat. Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes au sens de l'article 9 du présent règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultat sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats (cf. notes n°17 et 18). Ce montant représente le volume des opérations en cours, il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférant à ces instruments :

Opérations de couverture

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés dans la rubrique dans laquelle sont enregistrés les résultats des éléments couverts.

Opérations de transaction

Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, d'autre part, des instruments qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture, éventuellement corrigée d'une décote prudentielle. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultats en résultat net sur opérations financières, dans les rubriques « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Engagements en matière de retraites

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés à la clôture de l'exercice. Ces engagements sont évalués sur la base des droits acquis pour l'ensemble du personnel en activité en fonction du taux de rotation du personnel, des salaires futurs actualisés et des charges sociales. Le calcul des engagements a été effectué par une société externe sur la base des données individuelles.

Les engagements en matière de médaille du travail sont provisionnés à la clôture de l'exercice.

Engagements de hors-bilan

La Banque constate dans le hors-bilan les engagements irrévocables donnés ou reçus.

Évaluation de certains postes du compte de résultat

Commissions

Les commissions sont comptabilisées en fonction de la réalisation des prestations auxquelles elles se rattachent, soit immédiatement en résultat, soit de façon étalée.

Pour les prestations ponctuelles, celles-ci sont directement comptabilisées en compte de résultat.

Les commissions sur courtage sont enregistrées en fonction de la date d'opération et non de la date de dénouement.

Frais de personnel

La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Les engagements en matière de compte épargne temps ont été enregistrés en charges à payer pour un montant de 1,8 million d'euros charges sociales incluses.

Orange Bank bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI. Pour l'exercice 2017, le CICE s'élève à 836 milliers d'euros.

L'usage de ce crédit d'impôt a notamment permis le financement :

- d'actions d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise au travers d'investissements portant sur des actions de prospection commerciale, d'amélioration de la satisfaction client ainsi que de renforcement de l'analyse technique et des procédures de gestion ;
- des développements informatiques et de processus liés à l'utilisation des nouvelles technologies ;
- de formation des collaborateurs ;
- d'actions liées au développement durable.

Impôts sur les bénéfices

La Banque est membre depuis le 1^{er} janvier 2017 d'un Groupe d'intégration fiscale dont la société mère est la CFOB.

- Nature et contenu spécifique de la rubrique « Impôts sur les bénéfices » :

À la clôture de l'exercice, la rubrique « Impôts sur les bénéfices » se décompose comme suit :

Compte – « Impôts sur les sociétés – Produits » : 3 839 milliers d'euros qui correspondent à des crédits d'impôts.

Dépenses environnementales

La Banque, compte tenu de ses activités, n'a pas à constater de charges, passifs ou actifs environnementaux.

Honoraires des CAC

Le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 200 000 € HT pour le Cabinet KPMG et 200 000 € HT pour le Cabinet EY. Il a été accordé des honoraires de 20 000 € HT au cabinet KPMG au titre de la mission de vérification des informations communiquées en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Effectif*Rémunérations allouées aux membres du Comité exécutif*

La rémunération allouée au titre de l'exercice à raison de leur fonction s'élève à 1 139 231 € nets de toutes cotisations ou retenues. Le Comité exécutif est composé au 31 décembre 2017 de 6 membres.

Effectif moyen (CDD+CDI+ALD)	31/12/2017	31/12/2016
Employés	380	292
Cadres	404	322
Total	784	614

Exposition aux dettes des pays à risque

La Banque n'a pas d'engagement sur des pays hors de la zone Euro.

Note n°2. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2017					31/12/2016
	< 1 mois	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	
Comptes et prêts	1 020 551	-	1 020 551	-28	1 020 523	946 011
>A vue	135 874	-	135 874	-	135 874	103 152
>A terme	884 677	-	884 677	-28	884 649	842 859
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	16
Prêts subordonnés	-	1 533	1 533	1	1 534	2 683
Sous total	1 020 551	1 533	1 022 084	-27	1 022 057	948 711
Provisions	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	1 020 551	1 533	1 022 084	-27	1 022 057	948 711

Note n°3-1. – Opérations avec la clientèle : Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2017											31/12/2016
	< 1 mois	> 1 < 3 mois	> 3 < 6 mois	> 6 mois < 1 an	1 an > 2 ans	2 ans > 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total en principal	Créances rattachées	Total	
Crédits à la clientèle	40 141	75 352	118 846	212 338	348 057	589 969	574 091	17 110	1 975 904	3 206	1 979 110	2 070 115
Prêts à la clientèle financière	-	-	-	10 000	-	-	-	-	10 000	28	10 028	-
Titres reçus en pension livrée	-	151 769	-	-	-	-	-	-	151 769	68	151 837	-
Découverts	28 864	-	-	-	-	-	-	-	28 864	386	29 250	69 839
Créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	61 075	61 075	-	61 075	55 300
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	30 065	-	-	-	28 454
Douteux compromis	-	-	-	-	-	-	-	31 010	-	-	-	26 846
Valeurs non imputées	1 200	-	-	-	-	-	-	-	1 200	-	1 200	1 017
Sous total	70 205	227 121	118 846	222 338	348 057	589 969	574 091	78 185	2 228 812	3 688	2 232 500	2 251 571
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	33 490	33 490	-	33 490	32 721
Valeurs nettes au bilan	70 205	227 121	118 846	222 338	348 057	589 969	574 091	44 695	2 195 322	3 688	2 199 010	2 163 550

Note n°3-2. – Ventilation des créances de la clientèle par nature

(En milliers d'euros.)	31/12/2017					31/12/2016
	Créances Brutes	Créances Rattachées	Total			
			Brut	Dépréciations	Net	Net
Crédits de trésorerie	983 064	1 207	984 271	-	984 271	1 084 311

Crédits à l'équipement	239 821	740	240 561	-	240 561	264 391
Crédits à l'habitat	749 704	1 259	750 963	-	750 963	719 212
Autres crédits	3 315	-	3 315	-	3 315	2 201
Total crédits à la clientèle	1 975 904	3 206	1 979 110	-	1 979 110	2 070 115
Prêts à la clientèle financière	10 000	28	10 028	-	10 028	-
Découverts	28 864	386	29 250	-	29 250	69 839
Titres reçus en pension livrée	151 769	68	151 837	-	151 837	-
Créances douteuses	61 075	-	61 075	-33 490	27 585	22 579
Douteux	30 065	-	30 065	-14 759	15 306	13 899
Douteux compromis	31 010	-	31 010	-18 731	12 279	8 679
Valeurs non imputées	1 200	-	1 200	-	1 200	1 017
Total créances	2 228 812	3 688	2 232 500	-33 490	2 199 010	2 163 550

Note n°4-1. – Titres de transaction, de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Transaction	Placement	Investissement	31/12/2017	31/12/2016
Effets publics et valeurs assimilées					
Titres Cotés	-	1 029	665 210	666 239	710 686
Titres non Cotés	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	6	5 091	5 097	5 355
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	-	1 035	670 301	671 336	716 041
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres Cotés	171 632	417 449	119 006	708 087	702 972
Titres non Cotés	-	80 003	24 200	104 203	156 503
Créances rattachées	-	2 144	607	2 751	3 206
Dépréciations	-	-1 171	0	-1 171	-642
Valeurs nettes au bilan	171 632	498 425	143 812	813 870	862 039
Actions et autres titres à revenu variable					
OPCVM	-	17	-	17	17
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	-	17	-	17	17
Total valeurs nettes	171 632	499 477	814 113	1 485 223	1 578 096
Valeurs estimatives	171 632	501 041	886 451	1 559 124	1 658 842

Note n°4-2. – Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros.)	Analyse par durée résiduelle										
	< 1 mois	1 mois - 3 mois	3 mois - 6 mois	6 mois - 1 an	1 an - 2 ans	2 ans - 5 ans	+ 5 ans	Sous-total 31/12/2017	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Obligations et titres à revenu fixe	26 796	141 622	23 775	106 639	135 748	252 348	126 392	813 320	2 751	816 071	1 071 970
Effets publics et valeurs assimilées	-	2 317	-	13 321	63 024	236 104	350 443	665 209	5 097	670 306	741 794
Total	26 796	143 939	23 775	119 960	198 772	488 452	476 835	1 478 529	7 848	1 486 377	1 813 764
Dépréciations Effets Privés	-1	-2	-3	-7	-2	-227	-929	-1 171	-	-1 171	-894
Dépréciations Effets Publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	26 795	143 937	23 772	119 953	198 770	488 225	475 906	1 477 358	7 848	1 485 206	1 812 870

Note n°5. – Valeur estimative des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Titres de participation				
Valeur brute	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes des titres de participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées				
Valeur brute	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Autres titres à long terme				
Valeur brute	290	290	290	290
Créances douteuses	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes titres à long terme	290	290	290	290
Total	290	290	290	290

NB : les titres de filiales de Groupama Banque ont été cédés dans le cadre de la prise de participation d'Orange dans le capital

Note n°6. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeurs brutes	Amortissements et Provisions	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements et Provisions	Valeurs nettes
Immobilisations corporelles	14 548	11 804	2 744	10 981	9 826	1 155
Immobilisations incorporelles	110 047	39 511	70 536	53 040	37 034	16 005
Valeurs au bilan *	124 595	51 315	73 280	64 021	46 860	17 160

* Dont 21,5 millions d'euros d'immobilisations incorporelles en cours au 31 décembre 2017 contre 15,3 millions d'euros au 31 décembre 2016

Note n°7. – Variation de l'actif immobilisé

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2017			
		Augmentation (acquisitions & dotations)	Diminution (Cession & reprises)	Autres mouvements	Total
Titres de participations et parts dans les entreprises liées					
Valeur brute	-	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-	-
Titres de l'activité de portefeuille					
Valeur brute	-	-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan des titres et avances	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	53 040	57 007	-	-	110 047
Amortissements des immobilisations incorporelles	-37 034	-2 477	-	-	-39 511
Immobilisations corporelles	10 981	3 567	-	-	14 548
Amortissements des immobilisations corporelles	-9 826	-1 978	-	-	-11 804
Valeurs nettes des immobilisations	17 161	56 119	-	-	73 280
Total en valeurs nettes au bilan	17 161	56 119	-	-	73 280

Note n°8. – Autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs	161 889	110 976
Débiteurs divers	20 118	14 180
Comptes de règlement	59 709	4 178
Dépôts de garantie versés	82 062	92 619
Capital souscrit non versé	-	-
Dont dépôt et appel de marge	62 864	73 569
Comptes de régularisation	26 979	27 360
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	422	460
Produits à recevoir	12 793	12 269
Charges constatées d'avance	1 200	844
Gains ou pertes latents à étaler sur instruments financiers à terme	-	-
Autres comptes de régularisation	12 564	13 785
Valeurs nettes au bilan	188 868	138 336

Note n°9. – Dépréciations de l'actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2017			
		Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Total
Sur créances clientèle	32 721	19 607	18 838	-	33 490
Sur titres immobilisés	1	-	-	-	1
Sur autres actifs	164	-	28	-	136
Total	32 886	19 607	18 867	-	33 626

Note n°10. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2017						31/12/2016
	< 1 mois	2 ans > 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Compte et emprunts	16 893	440 994	5 770	463 657	-2 622	461 035	467 415
A vue	16 893	-	-	16 893	-	16 893	17 294
A terme	-	440 994	5 770	446 765	-2 622	444 143	450 121
Titres donnés en pensions livrées	509 554	-	-	509 554	28	509 582	-
Valeurs au bilan	526 447	440 994	5 770	973 211	- 2 594	970 617	467 415

Note n°11. – Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2017				31/12/2016
	< 1 mois	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Comptes ordinaires créditeurs	2 741 514	2 741 514	135	2 741 649	3 071 908
Comptes et emprunts à terme	510	510	33	543	565
Comptes d'épargne à régime spécial	708 940	708 940	-	708 941	671 572
Autres dettes envers la clientèle	39 169	39 169	-	39 169	16 278
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	25 813
Total	3 490 133	3 490 133	168	3 490 301	3 786 135

Note n°12. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2017										31/12/2016
	< 1 mois	> 1 < 3 mois	> 3 < 6 mois	> 6 mois < 1an	1an > 2 ans	2 ans > 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Titres de créance négociable	-	13 500	18 200	54 000	116 550	61 000	-	263 250	4 071	267 321	131 650
Dans la zone Euro	-	13 500	18 200	54 000	116 550	61 000	-	263 250	4 071	267 321	131 650
Valeurs au bilan	-	13 500	18 200	54 000	116 550	61 000	-	263 250	4 071	267 321	131 650

Note n°13. – Autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs	131 925	16 224
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	109 500	3 570
Dépôts de garantie reçus	44	44
Créditeurs divers	22 381	12 609
Comptes de régularisation	119 657	99 453
Comptes d'ajustement et d'écarts	4	6
Produits constatés d'avance	34 291	40 352
Dont soulte reçue	34 239	40 253
Charges à payer	79 723	49 867
Autres comptes de régularisation	5 323	9 227
Gains à étaler sur contrats de couverture	316	-
Valeurs nettes au bilan	251 582	115 677

Note n°14. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2017				31/12/2016
	Dotations	Reprise et utilisation	Autres mouvements	Total	
Risque d'exécution des engagements	2 841	2 111	-	9 747	9 017
Retraites et assimilées	675	483	-	3 435	3 243
Provisions pour Impôts	-	-	-	-	-
Autres risques et charges	753	106	-	3 077	2 430
Dont Médaille du travail	308	-	-	2 296	1 988
Charges exceptionnelles	-	-	-	-	-
Valeurs au bilan	4 269	2 700	-	16 259	14 690

Note n°15. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016
	> 1 < 3 mois	> 5 ans	Total	Total
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	27 443	27 443	27 443
Total zone euro	-	27 443	27 443	27 443
Dettes rattachées	342	-	342	342
Valeurs au bilan	342	27 443	27 785	27 785

Note n°16. – Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Affectation du résultat N-1	Augmentation du capital	Autres mouvements	Distribution versée	Résultat au 31/12/2017	31/12/2017
Capital libéré	220 826	-	99 750	-	-	-	320 576
Primes d'émission	104 808	-	-	-	-	-	104 808
Réserves	12 083	-	-	-	-	-	12 083
Dont Réserve légale	12 082	-	-	-	-	-	12 082
Report à nouveau	-	-21 174	-	-	-	-	-21 174
Résultat en instance d'affectation	-21 174	21 174	-	-	-	-75 998	-75 998
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Total	316 543	-	99 750	-	-	-75 998	340 295

Note n°17 – Opérations de change et emprunts en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant	808	801	184	185
Euros achetés non reçus	808	-	184	-
Devises achetées non reçues	-	-	-	-
Euros vendus non livrés	-	-	-	-
Devises vendues non livrées	-	801	-	185
Prêts et emprunts de devises	-	-	-	-
Devises prêtées non livrées	-	-	-	-
Devises empruntées non livrées	-	-	-	-
Opération de change à terme	11 111	12 435	14 275	15 815
Devises hors Euroland	5 900	5 900	8 198	8 198
Devises Euroland	5 211	6 535	6 078	7 617
Report/Déport	1 827	3 482	1 898	3 814
Total	13 746	16 718	16 358	19 814

Note n°18. – Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2017				31/12/2016
	Spéculation	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	
SWAPS de taux d'intérêts - Marché de gré à gré	8 677	481 315	-	489 992	484 315
Euros	8 677	481 315	-	489 992	484 315
Devises	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-
Instruments à terme sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-
Autres contrats à terme	-	-	-	-	-
Futurs de taux - Marché organisé	380 700	-	-	380 700	342 000
Achat de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	15 000	-	-	15 000	-
Vente de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	365 700	-	-	365 700	342 000
Total	389 377	481 315	-	870 692	826 315

Note n°18Bis. – Durée restant à courir : instruments financiers à terme de couverture

SWAPS de taux d'intérêts - Marché de gré à gré (En milliers d'euros.)	31/12/2017					31/12/2016
	6 mois - 1 an	1 an - 2 ans	2 ans - 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Total en principal
Opérations de couverture	60 000	64 048	103 599	253 668	481 315	484 315

Note n°19. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit	856	1 094
Opérations avec la clientèle	58 115	62 309
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 503	27 537
Dont charges sur titres de placement étalement de la prime	-2 656	-
Dont charges sur titres de d'investissement étalement de la prime	-10 901	-
Autres intérêts et produits assimilés	22	22
Total	70 496	90 962

Note n°20. – Intérêts et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit	2 905	2 941
Opérations avec la clientèle	28 266	31 520
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 204	14 875
Charges sur titres placement étalement de la prime reclassé	-2 656	-
Charges sur titres investissement étalement de la prime reclassé	-10 901	-
Charges sur dettes subordonnées	1 405	492
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Total	33 223	49 828

Note n°21. – Revenu des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Titres de participations et parts dans les entreprises liées	-	25 262
Total	-	25 262

Note n°22. – Produits nets des commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1	86	-87	11	95	-83
Sur opérations avec la clientèle	6 676	4 235	2 441	6 724	158	6 566
Sur opérations sur titres	1 204	5 100	-3 896	1 491	5 220	-3 729
Sur opérations de change	76	-	76	113	-	113
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	139	38	101	150	5	145
Prestations de services (cf. note n° 23)	52 927	5 203	47 724	52 536	3 491	49 045
Total	61 021	14 662	46 359	61 025	8 968	52 057

Note n°23. – Prestations de services bancaires et financiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	21 449	20 323
Produits nets sur moyens de paiement	23 255	26 064
Autres produits (charges) nets de services financiers	3 020	2 658
Total	47 724	49 045

Note n°24. – Résultat sur opérations du portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de transaction	-31	175
Opérations de change	91	397
Pertes sur opérations réalisées avec les instruments financiers	-1 876	-2 753
Total	-1 816	-2 181

Note n°25. – Résultat sur opérations du portefeuille de placement

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions	-529	-
Reprises de provisions	-	253
Dotations ou reprises nettes aux provisions	-529	253
Titres de placement		
Plus-values de cession réalisées	180	913
Moins-values de cession réalisées	-2 100	-2 434
Solde net des moins-values de cession	-1 920	-1 521
Titres de l'activité de portefeuille		
Plus-values de cessions réalisées	-	-
Moins-values de cessions réalisées	-	-
Solde des plus et moins-values de cession		
Total	-2 449	-1 268

Note n°26. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Produits	Charges	31/12/2017	31/12/2016
Promotion immobilière	-	-	-	-
Transfert de charges	-	-	-	-
Opérations faites en commun	-	-	-	-
Autres résultats d'exploitation bancaire	777	-2 109	-1 332	398
Résultat de crédit-bail et assimilés	-	-	-	-
Produits rétrocédés	-	-14 358	-14 358	-14 739
Plus et moins-values nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-
Autres produits non bancaires	-	-	-	-
Total	777	-16 467	-15 690	-14 341

Note n°27. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	60 267	48 756
Salaires et traitements	35 673	30 002
Charges sociales	16 993	14 418
Intéressement	2 323	424
Impôts et taxes sur rémunérations	6 173	4 572
Autres charges de personnel (*)	-895	-660
Autres frais administratifs	72 710	47 201
Impôts et taxes	1 399	1 467
Services extérieurs	69 637	44 842
Autres charges diverses d'exploitation	836	1 347
Dotations Provisions pour risques	1 428	1 398
Reprise des Provisions pour risques	-590	-1 851
Total	132 977	95 957
(*) Dont refacturation liée au personnel détaché		

Note n°28. – Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 477	477
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 978	620
Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations	4 455	1 097

Note n°29. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions	22 104	20 998
Provisions sur créances douteuses	19 540	20 105
Autres provisions	2 564	893
Reprises de provisions	20 633	16 021
Provisions sur créances douteuses	18 800	14 081
Autres provisions	1 833	1 941
Variation des provisions	-1 471	-4 977
Créances irrécouvrables non provisionnées	137	237
Créances irrécouvrables provisionnées	5 313	5 567
Récupérations sur créances totalement amorties	840	387
Total	-6 082	-10 394

Note n°30. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations financières	-	-14 674
Total	-	-14 674

Note n°31. – Impôt sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt sur les sociétés*	3 839	285

* Crédits d'impôts (principalement Crédit d'Impôt Recherche)

Filiales et participations au 31 décembre 2017

Société ou groupe de sociétés (En milliers d'euros.)	Capital	Autres capitaux propres	Quote- part de capital détenu (En %.)	Valeur d'inventaire de titres détenus		Prêts et avances consentis par la banque non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la banque	CA du dernier exercice	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la banque au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations :										
Filiales non reprises au § 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations non reprises au § 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

(Articles 133-135 du décret sur les sociétés commerciales)

(En euros.)	2013	2014	2015	2016	2017
1) Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	120 825 712	120 825 712	120 825 712	220 825 712	320 575 712
Nombre d'actions émises	7 551 607	7 551 607	7 551 607	13 801 607	20 035 982
2) Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	176 653 827	173 128 619	180 299 743	177 264 958	130 478 185
Bénéfice / pertes avant impôt, amortissements et provisions	16 845 688	3 877 956	9 982 859	-20 872 678	-73 755 491
Impôt sur les bénéfices	-363 646	-462 257	-300 885	-285 104	3 839 341
Bénéfice / pertes après impôt, amortissements et provisions	12 658 385	3 698 976	5 035 471	-21 173 563	-75 997 715
Montants des bénéfices distribués en N	7 551 607	10 194 669	3 473 739	0	0
3) Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	2	0	1	0	0
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	2	0	1	0	0
Dividende versé à chaque action en N+1	1	0	0	0	0
4) Personnel					
Nombre de salariés inscrit à la date de clôture	560	547	550	614	784
Montant de la masse salariale	33 344 508	27 512 856	28 278 583	30 001 834	33 791 865
Montant versé au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	16 775 284	14 442 968	14 763 173	14 841 752	17 801 198

IV. – Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de - 75 997 715,31 €, au compte report à nouveau. Conformément à la loi, il est rappelé qu'il n'a pas eu de dividende versé en 2016 et 2015, qu'un dividende de 0,46 € par action a été distribué en 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit**Risque identifié**

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités.

Les dépréciations au titre du risque de crédit figurant au bilan au 31 décembre 2017 représentent un montant de 33,8 millions d'euros, pour des créances douteuses de 61,8 millions d'euros. Les flux de l'exercice relatifs au risque de crédit ont donné lieu à la constatation d'un coût du risque de -6,1 millions d'euros.

Votre société détermine les dépréciations sur une base statistique pour les crédits à la consommation et les comptes à vue douteux et sur une base individuelle pour les crédits immobiliers ainsi que les crédits d'équipement accordés aux professionnels et aux entreprises. Les modalités de provisionnement que votre société applique sont décrites au paragraphe « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » de la note 1 - Principes comptables et méthodes d'évaluation de l'annexe aux comptes annuels. Les données chiffrées sont présentées dans les tableaux des notes 3.1, 3.2, 9 et 29.

Nous avons considéré que le provisionnement du risque de crédit constitue un point clé de l'audit dans la mesure où :

- sa détermination repose pour une part importante sur des modèles mettant en jeu des hypothèses prises par la direction ou sur des appréciations individuelles ;
- l'appréhension du risque de crédit est susceptible d'avoir une incidence matérielle sur les résultats de la banque.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation de ces provisions ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place portant sur :

- l'identification des indicateurs de dépréciation ;
- les modalités d'identification et de suivi des dossiers inscrits en « watchlist » ;
- les modalités d'identification et de déclassement des encours douteux ;
- la gouvernance des processus d'estimation reposant sur des données statistiques, y compris le réexamen périodique des modèles d'estimation par la direction, afin de déterminer si ces modèles sont toujours adaptés à une couverture appropriée du risque de crédit ;
- la gouvernance du processus d'estimation pour les crédits dont la recouvrabilité est examinée au cas par cas ;
- la correcte tenue et la qualité des supports et comptes rendus des Comités des Engagements Sensibles et Provisions.

Nous avons testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par votre société dans le cadre de ces procédures.

Lorsque la recouvrabilité des créances est appréciée sur des bases statistiques, nous avons examiné :

- la qualité des données utilisées dans les modèles de provisionnement ;
- le processus de surveillance et de validation des modèles, mis en place par la direction, et les éventuels ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ;
- le processus de comptabilisation des données calculées par les modèles dans les comptes.

Lorsque la recouvrabilité a été déterminée de façon individuelle, nos travaux ont consisté à apprécier, sur base de sondages, l'adéquation des dépréciations avec le risque estimé sur les dossiers considérés et à examiner le correct enregistrement dans les comptes des estimations réalisées.

Sur base de sondages, nous avons sélectionné des créances saines (non identifiées par la direction comme potentiellement douteuses) et nous avons apprécié le bien-fondé de ce classement comptable.

Nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

Comptabilisation des coûts de développement liés à la nouvelle offre

Risque identifié

Dans le contexte de lancement de la banque mobile, des coûts significatifs ont été engagés par votre société depuis le début du projet en 2016.

Comme indiqué au paragraphe « Faits marquants » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, les dépenses encourues sont comptabilisées en immobilisations ou en charges en fonction des principes et méthodes comptables applicables en matière de capitalisation de coûts de développement. Les coûts liés au développement de cette nouvelle offre sont comptabilisés selon les règles suivantes :

- les coûts d'achat des logiciels ainsi que tous les coûts de paramétrage sont immobilisés au fil de la réalisation des prestations d'installation, de développement et de paramétrage. Ils sont amortis à la date de mise en œuvre opérationnelle des ensembles homogènes. Tous les coûts périphériques directement liés aux développements de cette nouvelle offre sont également immobilisés (définition des architectures, pilotage de proximité...) ;
- les coûts d'étude préalable, de formation, de débours, de mise à niveau du corpus documentaire sont comptabilisés en charges.

Le montant global des investissements réalisés au cours de l'exercice au titre des immobilisations incorporelles représente 57 millions d'euros, portant ainsi le total des immobilisations incorporelles nettes à 70,5 millions d'euros au 31 décembre 2017, ainsi que présenté dans la note 7 « Variation de l'actif immobilisé » de l'annexe aux comptes annuels. Nous considérons que la comptabilisation de ces coûts est un point clé de l'audit en raison de l'importance des sommes engagées et de l'impact potentiel sur les comptes de votre société qu'aurait une anomalie significative en matière de distinction entre actifs et charges.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Afin de rationaliser les montants comptabilisés au 31 décembre 2017, nous avons procédé à une revue analytique des coûts liés à la nouvelle offre (chargés et immobilisés) au 31 décembre 2017 ainsi qu'à des entretiens avec le directeur du projet, le directeur des achats, le contrôle de gestion et la comptabilité afin de prendre connaissance des modalités de suivi et de comptabilisation de ces coûts.

Nous avons réconcilié le tableau de suivi des coûts de ce projet avec la comptabilité au 31 décembre 2017 (charges et immobilisations). L'environnement de contrôle de l'applicatif dont est issu le tableau de suivi des coûts a fait l'objet d'une revue par nos experts en technologie de l'information.

Nous avons réalisé des tests afin de nous assurer de la correcte distinction entre immobilisations et charges et de l'exactitude des sommes comptabilisées (facturées et/ou provisionnées). Ces tests ont été menés sur la base de sondages, en rapprochant les pièces justificatives de la comptabilité.

Nous avons analysé la cohérence entre la date des mises en service réalisées au cours de l'exercice et le lancement de la nouvelle offre, et apprécié la rationalisation des dotations aux amortissements comptabilisées par rapport aux dotations attendues, compte tenu des modalités d'amortissement retenues par votre société.

Nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

*Estimation des risques liés aux litiges significatifs***Risque identifié**

Votre société est engagée actuellement dans deux litiges significatifs (dossier A et dossier M) comme indiqué dans le paragraphe « Litiges » de la note 1 - Principes comptables et méthodes d'évaluation de l'annexe aux comptes annuels de votre société. Nous considérons que l'appréciation du risque associé à ces litiges constitue un point clé de l'audit en raison du caractère significatif des demandes des plaignants qui représentent un montant global d'environ 480 millions d'euros.

La constitution d'une provision pour risque juridique ou la présentation d'un passif éventuel au titre de ces procédures dépend de manière significative des appréciations du management.

Au 31 décembre 2017, aucune provision n'a été reconnue dans les comptes de votre société, à l'exception d'une provision couvrant les frais de défense de la banque, la direction de la banque estimant que le risque de condamnation encouru est faible.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Les travaux mis en œuvre sont les suivants :

- prise de connaissance des évolutions des deux litiges concernés au cours de l'exercice, par entretien avec la direction juridique de votre société et revue des pièces nouvelles relatives aux procès en cours considérées comme pertinentes ;
- échange avec les avocats représentant votre société dans les deux affaires citées ;
- obtention et revue d'une note émise par les avocats et reflétant leur appréciation des risques encourus par votre société dans le cadre des procédures liées à ces deux litiges au 31 décembre 2017 ;
- appréciation de la cohérence de la position retenue par votre société en matière de provisionnement de ces deux litiges avec l'évaluation des risques formulée par les avocats.

Nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce. Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

*Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Orange Bank par votre assemblée générale du 4 octobre 2016.

Au 31 décembre 2017, les cabinets KPMG SA et Ernst & Young Audit étaient dans la 2^e année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Courbevoie, le 2 mai 2018
Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Isabelle Goalec
Associée

Ernst & Young Audit
Olivier Drion
Associé

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.